France - La Ligue, le Parti : un vieux débat

samedi 23 août 2008, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2008).

Cette contribution a été publiée dans un numéro spécial de la revue Critique communiste ayant pour thème le « Nouveau Parti anticapitaliste ». D'autres articles de ce dossier seront mis en ligne sur ESSF.

Sommaire

- [Avril 1966 : la Jeunesse \(...\)](#)
- [Avril 1969 : la Ligue Communiste](#)
- [Printemps 1988 : nouveau \(...\)](#)
- [Novembre 1992 : à la gauche du](#)
- [De la recomposition au nouveau](#)

Il y a maintenant un an que la LCR a lancé un appel à construire un nouveau parti anticapitaliste. Cette démarche - qui implique son propre dépassement - a provoqué de nombreuses réactions allant de la méfiance - sur le thème : « au mieux, une LCR élargie » - à l'étonnement : pourquoi changer quand, après tant de moments difficiles, la LCR et son porte-parole commencent enfin à être reconnus ? Il s'agit cependant d'une idée qui vient de loin, fruit d'années de débats sur l'outil nécessaire à la transformation révolutionnaire de la société. A l'heure où ce projet est en voie de franchir une étape, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil rétrospectif - inévitablement non exhaustif et forcément subjectif... - sur ce que furent nos conceptions et nos pratiques passées et sur quelques dates clés qui marquèrent autant de ruptures [1].

Avril 1966 : la Jeunesse Communiste Révolutionnaire

La création de la JCR constituait, de fait, une première rupture avec l'orientation de construction du parti (révolutionnaire) qui avait prévalu depuis le milieu des années cinquante : l'entrisme clandestin au sein du PCF et de ses organisations satellites. Le choix (par la Quatrième Internationale) de l'entrisme reposait sur un pronostic politique hasardeux : dans le contexte de la Guerre froide, l'affrontement planétaire entre l'impérialisme américain et l'URSS allait conduire à la guerre, provoquant la radicalisation des partis communistes ou, au moins, de secteurs significatifs de ces partis. La tâche des révolutionnaires était donc d'être là où les contradictions allaient se jouer, afin d'y gagner à une perspective révolutionnaire authentique les cadres staliniens qui, seuls, avaient l'écoute des masses. Cette démarche témoignait aussi, de la part d'un groupe très minoritaire et isolé - comme l'étaient les marxistes révolutionnaires français -, de la volonté de s'insérer dans le mouvement ouvrier très largement dominé par les staliniens et de se lier aux « meilleurs éléments de la classe ouvrière » qu'il n'était pas possible de toucher directement.

Cependant, du fait du caractère clandestin de cet entrisme et de l'absence de toute tradition démocratique au sein de la « contre société » communiste, les résultats furent extrêmement

décevants à l'exception de la jeunesse scolarisée, notamment étudiante. De la fin des années cinquante au milieu des années soixante, l'Union des Etudiants Communistes (UEC) avait échappé au contrôle du PCF au point de se donner une direction proche des thèses des communistes italiens et de devenir le lieu d'un débat permanent entre partisans de la direction du PCF et militants des différents courants révolutionnaires (trotskistes et maoïstes). Les militants de la IV^e Internationale (Parti Communiste Internationaliste, PCI) y animaient un courant qui regroupait les oppositionnels de gauche, bien au-delà des trotskistes, et contrôlait le secteur Sorbonne Lettres. Cette expérience prit fin en 1965 avec leur expulsion pour avoir dénoncé le soutien apporté par le PCF à François Mitterrand, dès le premier tour de l'élection présidentielle. La question posée était alors celle de la constitution d'une nouvelle organisation, indépendante... par la force des choses.

L'hypothèse, un temps débattue, de constituer une « JCI » (Jeunesse Communiste Internationaliste) qui aurait été l'organisation de jeunesse du PCI - continuant, lui, le travail entristé - fut rapidement abandonnée au profit d'un autre projet : la Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Dans ces documents de fondation, la JCR - parfois qualifiée de « trotsko-guévariste » - reprenait à son compte les références au combat de l'Opposition de gauche au stalinisme, mais ne se revendiquait formellement ni du trotskisme ni de la IV^e Internationale. Essentiellement investie dans la bataille idéologique et les activités de solidarité internationaliste - notamment en impulsant le CVN (Comité Vietnam National) - la JCR connaîtra assez vite l'épreuve du feu, avec le soulèvement de la jeunesse et la grève générale ouvrière de mai 68. Moins nombreuse et moins implantée dans le salariat que les maoïstes, le courant lambertiste (dont est issu l'actuel Parti des Travailleurs) ou encore Voix Ouvrière (l'ancêtre de Lutte Ouvrière), la JCR fut, en revanche, beaucoup plus en phase avec le « mouvement de Mai ». Jusqu'à sa dissolution par le gouvernement, en juin 1968...

Avril 1969 : la Ligue Communiste

La reconstruction du courant s'opéra au sein des « cercles de diffuseurs » de *Rouge*, « journal d'action communiste », d'abord quinzomadaire, lancé à la rentrée universitaire 1968. Et, très vite, le débat fut lancé sur le type d'organisation à construire. Débat conclu en Avril 1969 par le congrès de fondation de la Ligue Communiste, avec deux décisions principales : la décision de construire un parti révolutionnaire assumant pleinement l'héritage trotskiste et l'adhésion de la nouvelle organisation à la Quatrième Internationale. Clairement, ce projet s'opposait à des démarches différentes proposées par d'autres courants révolutionnaires. Ainsi, par exemple, pendant une brève période, Lutte Ouvrière défendit l'idée de construire un « Mouvement révolutionnaire » qui, à la faveur de la dynamique de Mai 68, aurait regroupé l'ensemble des courants d'extrême gauche. Ainsi, la minorité de la Ligue Communiste défendait une conception nettement plus « mouvementiste » du parti à construire et privilégiait l'établissement de liens avec les « nouvelles avant-gardes » qui se développaient dans plusieurs pays d'Europe (Allemagne et Italie notamment) plutôt que l'adhésion à la Quatrième internationale dont elle considérait le bilan comme peu probant. A l'inverse, le choix fait était celui d'une organisation au programme strictement délimité - une version particulière du « trotskisme », incarnée par le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale - et une conception également très particulière du parti, présentée comme « la conception léniniste du parti » et, plus précisément, celle exposé par Lénine dans *Que faire ?* [2] : séparation du parti d'avec la classe ouvrière et regroupement autour d'un « programme » (en fait une vision globale du monde et de l'Histoire) ; parti d'avant-garde dépositaire de la conscience

de classe à apporter « de l'extérieur » aux travailleurs ; sélection des militants conçus comme des « révolutionnaires professionnels » ; démocratie dans le débat (incluant le droit de tendance) et discipline dans l'action etc...

Le soubassement de cette orientation était la conviction que Mai 68 n'avait été, en fait, qu'une « répétition générale », que de nouveaux affrontements sociaux étaient à l'ordre du jour et qu'il faudrait alors un parti capable de pousser le mouvement jusqu'au bout car c'est son absence en Mai qui avait permis au Parti communiste et à la direction de la CGT d'enterrer dans les urnes le soulèvement révolutionnaire. Donc, un parti qui, rapidement, apparaisse comme une direction de rechange, une alternative au PC. La nécessaire implantation dans le monde du travail passait par la « conquête de l'hégémonie sur l'avant-garde large », ces milliers de militants organisant la classe ouvrière, encore influencés par le PC mais, en même temps, en rupture partielle avec ce dernier. Ces pronostics politiques et cette conception du parti jointe à quelques premiers succès en termes d'apparition politique débouchèrent, lors des premières années de la Ligue Communiste, sur un cours rétrospectivement qualifié de « triomphaliste ». Même si la Ligue n'a jamais considéré que la trahison du PC et des directions syndicales en Mai avait définitivement réglé le problème de l'influence des réformistes sur la classe ouvrière, à la différence des groupes maoïstes qui avaient alors le vent en poupe...

Notons aussi que, même à cette époque propice à toutes les outrances, la Ligue ne se prenait pas pour le parti révolutionnaire, ni même pour son noyau : « *La fondation de la Ligue regroupe et délimite un courant que nous estimons essentiel pour la construction du Parti révolutionnaire. Mais la Ligue n'est pas le Parti et le parti ne sera pas construit le jour où la Ligue sera suffisamment pleine. Ce qui manque pour que la Ligue soit un Parti c'est, outre une implantation à hégémonie ouvrière, un programme précis permettant à la classe ouvrière de se reconnaître (...)* Aucun courant ne possède aujourd'hui ce programme » [3].

Une réorientation s'opéra progressivement au cours des années soixante-dix sous les effets conjugués de la prise en compte de la montée en puissance de l'Union de la Gauche et, surtout, d'un début d'implantation des militants de la Ligue dans le mouvement social, en particulier dans les syndicats. A la « répétition générale » se substitua bientôt un autre schéma stratégique : victoire de l'Union de la gauche, accession du PS et du PC au gouvernement, déception des travailleurs devant leurs capitulations et débordement... Et une nouvelle démarche qui combinait adresse aux militants des partis réformistes (PC et, à présent, PS) et adresse directe aux travailleurs. Cette volonté de peser par une intervention indépendante justifia notamment le lancement du *Quotidien Rouge* (1976), les tentatives de regroupement des révolutionnaires (avec Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste des Travailleurs, lors des élections municipales de 1977), les démarches de fusion avec le courant lambertiste (1978), le « tournant ouvrier » avec établissement de militants dans les grandes concentrations industrielles (1979), etc.

Comme on le sait, le scénario des années Mitterrand ne se déroula pas exactement comme prévu ! Les capitulations du PS devant les marchés financiers et la déception des travailleurs furent bien au rendez-vous, mais ni le mouvement social et le débordement, ni l'augmentation de l'influence des révolutionnaires. Et le second septennat fut, de ce point de vue, pire encore que le premier...

Printemps 1988 : nouveau débat sur le Parti

Après le « tournant de la rigueur » (1983), la Ligue va tenter de regrouper courants et personnalités qui commencent à tirer totalement ou partiellement le bilan de la gauche au pouvoir. C'est la politique dite de « *l'alternative anticapitaliste* » (déjà...). Cette orientation sera systématisée lors de la campagne présidentielle de 1988 avec l'investissement de la LCR derrière la candidature de Pierre Juquin. Cette campagne sera d'abord un succès militant (avec la création de très nombreux comités) avant de se révéler un échec électoral.

En fait, c'est moins le programme de la campagne (négocié âprement avec la Ligue) ou les convictions au demeurant respectables de P. Juquin qui sont en cause que son profil « ex PC ». Exclu du PCF, il ne pouvait – contrairement à ce que nous espérions – avoir l'écoute du « peuple communiste ». Et parce qu'issu du PCF, il ne pouvait « parler » à la nouvelle génération. Ce qui aurait dû nous alerter : on ne fait pas du neuf essentiellement avec du vieux...

Mais c'est pendant la phase de développement des comités que la Ligue connaîtra un débat passionné « sur le parti ». Pour la première fois, une « sensibilité » politique de la Ligue, prenant en compte l'ampleur de la crise du mouvement ouvrier et les limites de la gauche révolutionnaire, ouvrait une perspective différente, celle d'une organisation politique dotée (bien évidemment) d'un projet politique radical, mais « aux délimitations stratégiques inachevées », c'est-à-dire qui ne ferait plus du clivage entre réforme et révolution le point de départ *a priori* de sa constitution. Plus précisément : « *La frontière de ce Parti doit passer entre ceux qui proclament leur attachement au système et ceux qui souhaitent son bouleversement radical et la construction d'une autre société, sans classes. Ceci peut conduire un tel Parti à se proclamer révolutionnaire sans que pourtant il le soit au sens précis que nous donnons à ce terme. Mais tant pis. La frontière ne doit pas passer par la question des moyens pour y parvenir. Faire passer par là la frontière revient à retourner aux organisations comme les nôtres* » [4].

Cette conception sera minoritaire, d'autant que le débat stratégique sur la conception du parti à construire se télescopait malencontreusement avec des questions nettement plus tactiques, telles que l'appréciation de la trajectoire politique des « renovateurs » [5] ou de la dynamique possible des « comités Juquin ». Majoritairement – quoique extrêmement divisée entre plusieurs tendances sur la mise en œuvre – la Ligue réaffirme à la fois sa volonté unitaire et son attachement à la construction d'un parti délimité sur la base d'un programme révolutionnaire « complet ». Mais, le débat rebondit quelques années plus tard...

Novembre 1992 : à la gauche du possible

Au début des années 1990, après la réélection de F. Mitterrand, la Ligue est confrontée à de nombreux défis. D'abord le constat (amer) que si l'adaptation calamiteuse du PS (et de ses alliés) à l'ordre social existant – lui-même de plus en plus injuste et brutal – provoquait bien son divorce croissant avec le « peuple de gauche », cela ne se traduisait nullement par une adhésion ou même un intérêt plus important porté aux idées de la gauche révolutionnaire. Et la prise de conscience par les salariés de l'incapacité – en fait, le manque de volonté politique – des directions syndicales à les défendre contre l'offensive patronale ne débouchait pas encore sur l'émergence de courants lutte de classe contestant l'hégémonie des directions mais, plutôt, sur la désaffection vis-à-vis de l'engagement

syndical et le recul des effectifs. Second bouleversement : la chute du Mur de Berlin, l'implosion de l'URSS et l'écroulement du système stalinien. Mais, là encore, cette défaite du stalinisme - depuis longtemps espérée par les marxistes révolutionnaires - ne débouchait pas, ni à l'Est ni à l'Ouest, sur la recherche d'une alternative socialiste et démocratique au capitalisme et au système bureaucratique, mais sur un climat d'extrême confusion, propice aux fariboles sur la « fin de l'Histoire » et le caractère « indépassable » du capitalisme.

Dans ces conditions particulièrement difficiles, la Ligue a alors fait le choix d'affronter la réalité et d'inventorier ce qui dans nos acquis programmatique conservait sa validité et ce qu'il fallait remettre en chantier [6]. Le résultat de cette réflexion fut l'adoption, en 1992, par le congrès national de la LCR, du Manifeste « A la gauche du possible » qui réaffirmait la permanence de la lutte des classes, la nécessité d'un changement radical et révolutionnaire de la société et la perspective du socialisme autogestionnaire. Mais sans se masquer ni la dégradation des rapports de force politiques et sociaux ni la crise du « projet socialiste », provoquées par la révélation à grande échelle des tares du contre modèle qu'avaient constitué les sociétés bureaucratiques. S'y ajoutait évidemment le cours de plus en plus ouvertement pro-capitaliste de la social-démocratie.

Surtout, le Manifeste s'étendait longuement sur le changement de période et en tirait la conclusion : nouvelle période, nouveau programme, nouveau parti. Avec des implications pratiques quant à la construction du parti : « *Nous restons pour notre part plus que jamais convaincus que le système capitaliste ne peut être transformé graduellement, que la lutte conséquente pour des réformes radicales conduit à un point de rupture, et qu'il n'y aura pas de socialisme sans révolution. Mais nous serions prêts à faire l'expérience loyale d'un parti commun et démocratique avec tous ceux et celles qui, ne partageant pas ces conclusions, seraient déterminés à lutter pour une défense intransigeante des exploités et des opprimés, pour leur organisation unitaire et indépendante, pour la perspective du socialisme autogestionnaire (...). Une telle convergence ne suppose pas un accord complet, ni sur l'interprétation du passé, ni sur la vision du monde* ». [7]

De la recomposition au nouveau parti

L'adoption de ce Manifeste marquait bien une rupture quant à la conception du parti à construire : du parti d'avant-garde sur l'intégralité d'un programme révolutionnaire à une nouvelle représentation politique pour les exploités et les opprimés. Mais la Ligue restait néanmoins prisonnière de conceptions anciennes héritées d'une longue période de marginalité politique : la création d'une « *nouvelle force politique* » est envisagée essentiellement sous l'angle de la convergence entre la LCR et d'autres courants politiques en rupture (plus ou moins claire) avec les partis traditionnels de gauche. Dans cette approche, force nouvelle et « *recomposition* » politique vont de pair. Au-delà de quelques délimitations sans lesquelles le projet n'aurait pas de sens, le profil - comme d'ailleurs le mode d'organisation (parti ? front ? coalition ? fédération ? etc...) - de ce regroupement est envisagé, au moins implicitement, comme dépendant de fait des forces éventuellement parties prenantes et des rapports de forces politiques qui se noueront. Cela est même parfois systématisé : plus le spectre du rassemblement serait large, plus les partenaires seraient numériquement importants et plus on pourrait accepter d'être « souple » sur le programme, la LCR restant organisée en courant politique (révolutionnaire) au sein de ce rassemblement... Naturellement, des pronostics différents sur la viabilité de ce projet de même que des appréciations différentes sur la caractérisation des « partenaires » éventuels

et sur les risques encourus existaient.

Mais, d'une certaine manière, malgré le changement de perspective, l'un des présupposés de l'entrisme demeurait : on ne pourrait trouver l'écoute de larges secteurs du salariat qu'en influençant d'abord cette couche de militants qui, eux, organisent vraiment ces secteurs. Ainsi, une fois digéré l'échec (au moins électoral) de la campagne Juquin, la LCR s'impliqua dans une coalition assez improbable, la Convergence pour une Alternative Progressiste (CAP), où elle côtoyait notamment l'ancien ministre communiste Charles Fiterman. Certains éléments semblaient néanmoins valider, au moins partiellement, la démarche : la première guerre du Golfe (1991) puis le referendum de Maastricht (1992) furent l'occasion de convergences politiques et de campagnes communes [8] avec divers courants comme les Alternatifs, les « refondateurs » du PCF [9], la « gauche des Verts » de l'époque [10] et même - il y a prescription ! - les amis de Jean-Pierre Chevènement !

La question s'est alors sérieusement posée : est-il possible sur la base de ces convergences sur des questions importantes de transformer l'essai sur la scène politique centrale ?

Le début des années 1990 est aussi une période paradoxale pour la Ligue, même si le paradoxe ne deviendra évident que quelques années plus tard. D'un côté, l'organisation accroît considérablement son influence [11] dans le « mouvement social », qu'il s'agisse des associations de lutte qui connaissent alors un important développement ou du syndicalisme bouleversé par l'apparition de courants de contestation interne (notamment à la CFDT) et la création de nouvelles organisations syndicales (SUD, FSU). De l'autre côté, si la Ligue continue évidemment à « faire de la politique », y compris sur le terrain électoral, elle est de moins en moins audible et visible. Est-ce la conséquence des coordonnées générales de la situation politique (notamment l'aggravation de la crise du mouvement ouvrier) qui laissent peu d'espace à l'affirmation d'un courant radical ou l'orientation de la LCR en porte-t-elle une part de responsabilité ? La question reste ouverte...

Toujours est-il que, par exemple, même lorsque la LCR est présente sur le terrain électoral, elle est peu identifiable, soit qu'elle se situe dans le cadre de coalitions unitaires, soit que, même seule, elle semble éviter de se présenter sous son propre sigle, changeant quasiment à chaque fois de nom. « Vraiment à gauche », « à gauche vraiment », « 100% à gauche », etc. : à peu près tous les intitulés imaginables vont y passer !

L'année 1995 sera un peu l'heure de vérité, même s'il faudra ensuite quelques années pour qu'une autre approche se dégage. En avril, lors de l'élection présidentielle, la LCR sera totalement absente : ni candidature, ni campagne. Candidate pour Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller dépasse les 5%, démontrant ainsi que s'est dégagé un espace politique, y compris sur le terrain défavorable que constituent les élections, pour l'affirmation d'une opposition radicale au système et aux politiques libérales, menées par la gauche ou la droite. Certes, la Ligue n'est pas au mieux de sa forme : symptôme inquiétant parmi d'autres, les effectifs sont passés sous la barre des 1.000. Mais, dès la fin de l'année, la vitalité de la Ligue apparaîtra lors des grandes grèves et manifestations de novembre et décembre 1995.

A l'évidence, le contraste grandissant entre, d'un côté, l'influence significative des militants et des militantes de la Ligue comme responsables syndicaux et associatifs, capables d'animer des grèves et des cortèges lors des manifestations comme de donner des

perspectives au mouvement - ce qui n'est évidemment pas sans rapport avec le programme et l'orientation de la Ligue - et, de l'autre, le très faible niveau de reconnaissance politique de la Ligue comme parti - alors même que Lutte Ouvrière vient de connaître un indéniable succès politique - suggère qu'il n'y a pas de fatalité et que la « situation de crise du mouvement ouvrier » n'est pas seule en cause.

De ce constat découlera une certaine réorientation politique qui conduira progressivement la Ligue - sans évidemment relâcher son investissement dans le mouvement social - à se (re)penser aussi comme un parti porteur d'une alternative globale à la gauche faillite et à agir en conséquence. D'où, sur le terrain électoral par exemple, une présence un peu moins timide lors des régionales de 1998, la campagne commune avec Lutte Ouvrière lors des Européennes de 1999 et, en 2001, des Municipales « 100% à gauche » déclinées localement mais conçues comme une campagne nationale. Et puis, évidemment, la première campagne présidentielle d'Olivier Besancenot en 2002. Cette période sera marquée par des succès « *dépassant nos espérances* » : Présidentielle de 2002, campagne unitaire pour le « Non » à la constitution européenne en 2005, Présidentielle 2007, Municipales 2008, sans compter une capacité croissante à apparaître comme une référence pour les mouvements de résistance sociale. Et des moments plus difficiles, comme les Régionales et les Européennes de 2004 (avec LO) dont les résultats (par ailleurs non négligeables) seront inférieurs à nos attentes. Mais, globalement, sont confirmées à la fois l'existence d'un espace politique pour la gauche radicale (au fur et à mesure de la dérive social-libérale du PS et de la satellisation de ses alliés) et notre propre aptitude à occuper (partiellement) cet espace, pourvu que nous nous en donnions les moyens.

Cette analyse aurait pu conduire à un renouveau du « triomphalisme » - l'influence de la LCR et celle de son porte-parole se développent... - mâtiné de conservatisme : puisque ça va mieux (et même bien), on continue comme avant... Mais, paradoxalement peut-être, c'est le succès même de la dernière campagne présidentielle - succès acquis dans des circonstances particulièrement difficiles - qui a permis de soulever une question qui, pour la plupart des organisations, reste en général taboue : la Ligue (telle qu'elle est, ou même renouvelée) est-elle encore l'outil adéquat, ne serait-ce que pour répondre aux attentes qu'elle a elle-même suscitées ?

De ce point de vue, la réponse que nous sommes en train de donner a à voir avec tous nos débats passés sur la « construction du parti » et l'objectif maintenu de notre propre dépassement. Mais elle marque aussi une nouvelle rupture. Pas en ce qu'il s'agirait de renoncer à toute perspective de jonction avec d'autres courants ou sensibilités politiques ou à tout effort pour gagner, par exemple, des équipes et des responsables du mouvement social à notre projet de nouveau parti. Mais parce que - au vu du bilan des tentatives passées et, surtout, de l'émergence d'une nouvelle génération militante extérieure à ces traditions - nous n'en faisons plus ni une condition ni un préalable à faire, ici et maintenant. Avec la conviction que c'est en faisant que nous pourrions éventuellement gagner à ce projet des courants, des responsables, des équipes venant des traditions anciennes. Paradoxalement, ironiser sur les « anonymes du quotidien », les « primo-arrivants » en politique, c'est sous-estimer la crise d'un mouvement ouvrier (ancien) qui non seulement n'incarne plus le projet de transformation radicale de la société mais n'est même plus identifié à la résistance au jour le jour et - tous les chiffres l'attestent - organise de moins en moins les couches populaires !

Le pari est de donner une expression politique à cette résistance en s'adressant directement à ceux et celles qui y sont d'ores et déjà engagés

(ou qui peuvent le faire dans les années qui viennent), sans passer principalement par l'intermédiaire de ceux qui en furent autrefois les vecteurs. Une chose doit être bien claire : nous ne cherchons pas à créer un nouveau « milieu militant », plus large, pour y intervenir, mais à construire vraiment - et loyalement - un nouveau parti. Et nous ne nous posons pas a priori le problème d'y constituer un courant particulier qui, en quelque sorte, prolongerait la Ligue.

En ce sens, il s'agit bien d'une seconde rupture avec la « tradition entriste », elle-même fruit de la marginalité. Pas sur le terrain organisationnel - cela a été fait, il y a 40 ans ! -, mais sur le plan de la logique politique.

P.-S.

* Paru dans Critique communiste n° 187 de juin 2008.

* François Duval est membre de la Direction nationale de la LCR.

Notes

[1] Comme on peut facilement l'imaginer s'agissant de la Ligue, chaque évolution successive fut précédée de débats intenses qu'il est impossible de restituer systématiquement dans les limites de cet article qui privilégie donc les choix retenus à chaque étape.

[2] En Mars 1976, *Critique Communiste* publia un article d'Antoine Artous et Daniel Bensaïd qui revenait de manière critique sur cette utilisation intempestive de *Que Faire ?*.

[3] « Construire la Ligue pour construire le Parti », débat préparatoire au congrès de fondation de la Ligue communiste, *Cahiers Rouges* n° 6-7, Editions Maspero (Avril 1969).

[4] *Révolution et Parti*, Document Rouge, 1^{er} trimestre 1988, page 65.

[5] Le courant issu du PCF dont P. Juquin était, à l'origine, le porte-parole

[6] Avons-nous... « douté » ? De l'imminence de la révolution socialiste, sans doute. De la lutte de classe et de la légitimité des révoltes, jamais !

[7] *A la gauche du possible*, Editions La Brèche, 1992, page 88.

[8] Notamment sous l'intitulé : « pour un Non de gauche au traité de Maastricht ».

[9] Mais pas la direction du PCF qui, à la différence du referendum sur le TCE en 2005, refusa alors tout cadre unitaire et mena sa propre campagne.

[10] Alain Lipietz et Dominique Voynet, notamment. En 2005, ils ont fait campagne pour le « Oui » au TCE...

[11] Il ne fait d'ailleurs aucun doute que c'est cet enracinement dans le mouvement social qui permet alors à la LCR, dans une situation difficile, de « tenir » sans devenir une secte.